

# **NOUVELLE CROISSANCE ET COHERENCE DU PLAN DE LUTTE**

**Paul BOCCARA**

**La situation actuelle en France est caractérisée avant tout par l'aggravation du chômage, et aussi de l'inflation, des injustices sociales et des difficultés de vie pour les travailleurs, du déficit extérieur, de l'endettement. Et les perspectives sont encore plus sombres. Aussi, Georges Marchais, dans son Plan de lutte propose une nouvelle croissance française, un changement véritable.**

Le patronat tente de désamorcer les luttes et de canaliser les aspirations au changement. Il voudrait, en fait, à la fois aggraver la ligne d'austérité de classe et de redéploiement monopoliste multinational, et la faire mieux accepter grâce à des promesses nouvelles et à une collaboration de classe systématiquement développée.

## **Convergences des analyses et fausses oppositions**

C'est ainsi que les dernières assises du C.N.P.F. ont lancé le double mot d'ordre : « innovation technologique » et « innovation sociale ». Et Ceyrac dans une interview de janvier souligne « l'importance considérable d'une politique sociale adaptée à ces temps difficiles ».

Au plan politique, à travers l'élection présidentielle, la tentative de replâtrage et d'aggravation de la domination du capital se fonde sur la façon dont les trois candidats autres que celui du P.C.F. se servent de faire-valoir dans leurs « oppositions » de façade, tant en mettant ainsi en commun un certain nombre de prétendues « vérités » essentielles au nom du « réalisme » sur la crise et les solutions. Au contraire, Georges Marchais est traité par les médias et les trois autres candidats d'agitateur et de démagogue irresponsable ; parce

qu'il ne respecte pas ces soi-disant « vérités » communes et parce qu'il propose un changement véritable, avec un renversement du contenu de classe et antinational de la politique actuelle dans son Plan de lutte ; parce qu'il s'oppose au consensus du P.S. et de la droite et fait avancer l'idée d'une union nouvelle pour le changement véritable.

Quant à Mitterrand et au Parti socialiste, ils développent, tout en refusant catégoriquement de gouverner avec des ministres communistes, le double langage de la conciliation des inconciliables. Ils essaient de bavarder à partir de nos thèmes sur le chômage, les débouchés, la reconquête du marché français, le temps de travail de la façon la plus vague, floue et conditionnelle. Ils refusent des mesures franches et hardies en faveur des travailleurs et contre la domination effective des groupes capitalistes. Ils donnent au contraire des assurances en faveur de la même politique fondamentale qu'aujourd'hui de soutien du profit des « entreprises » au nom de l'investissement, de « modération » des charges salariales et sociales, au nom des coûts capitalistes, d'intégration européenne et de redéploiement multinational sous l'égide des Etats-Unis.

D'ailleurs, pour Giscard d'Estaing et Barre comme pour le Parti socialiste les maux de la crise résulteraient essentiellement de l'élé-

vation des consommations collectives des travailleurs, des prix du pétrole réclamés par les peuples du tiers monde, des exigences inéluctables de la concurrence des grands pays capitalistes.

Raymond Barre affirme au Forum de l'Expansion du 8 janvier 1981 : « Où que l'on regarde... on constate les effets inéluctables du second choc pétrolier : hausse des prix, ralentissement prononcé de l'activité... augmentation du chômage. La crise n'est ni française, ni même européenne, elle est mondiale (...) Mais la condition nécessaire d'un ralentissement sensible de la hausse des prix est incontestablement le ralentissement des revenus nominaux. Le dérapage des salaires... aura fortement pesé sur l'évolution de nos prix... La croissance de la masse salariale à effectif constant ne devrait en aucun cas dépasser la hausse des prix considérée comme un plafond. La modération des coûts de production qui serait ainsi obtenue contribuerait non seulement à la décélération des prix,

mais au succès de nos exportations et plus encore à la sauvegarde de l'emploi ».

Avec un autre langage, apparemment « marxiste », les mêmes thèmes sont développés par Jacques Delors au colloque du P.S. sur la politique industrielle des 4/5 octobre 1980 : « La crise actuelle trouve son origine dans l'épuisement des formes de productivité et des réserves de plus-value relative, dans la résistance accrue de la classe ouvrière (...) dans la volonté des pays du tiers monde ayant accédé à l'indépendance politique, dans la concurrence des pays capitalistes ». Lors d'un débat sur la politique salariale en mars 1981, il préconise de négocier en dessous de l'inflation. Quant à Jacques Attali, dans son dernier ouvrage paru, il écrit : « La lutte de la classe ouvrière conduit à une hausse du coût du travail que le capitalisme ne peut réduire par le blocage des salaires, l'inflation ou l'impôt » (p. 116).

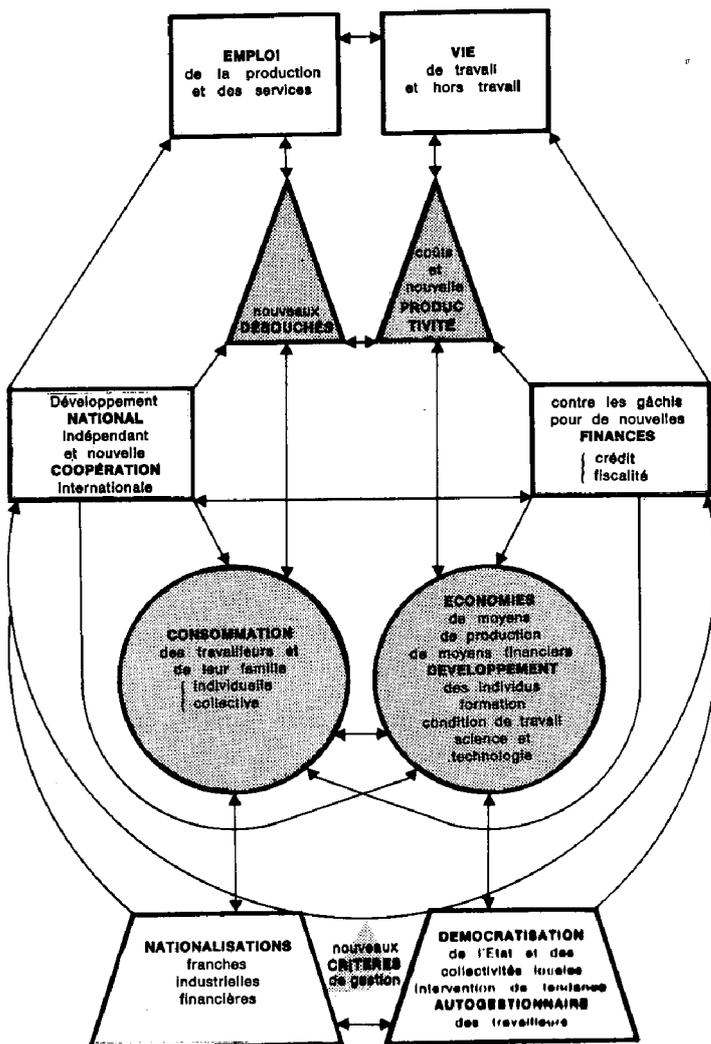
## Des orientations de classe qui aggravent la crise

Mais c'est de cette façon et avec cette convergence que l'on a justifié, sous le septennat de Giscard d'Estaing, la politique dite de « dégraissage et d'adaptation » : la pression sur les salaires et les consommations collectives, les licenciements, la casse, accompagnée d'aide renforcée aux profits.

Et le résultat, s'il a bien été un relèvement important des profits capitalistes et aussi une accumulation financière des groupes dominants, a été une aggravation massive du chômage, la précarisation de l'emploi, une nouvelle accélération de l'inflation, une dégradation renforcée des conditions de vie et de travail, un déficit commercial et un endettement extérieur fortement accru.

Cela confirme ce que les lecteurs peuvent mieux utiliser pour expliquer le contenu de classe de la nouvelle croissance française : les racines de la crise de structure, déclenchée à la fin des années 1960, sont l'excès d'accumulation des capitaux, l'excès d'exploitation des travailleurs, l'excès de pillage des ressources des pays sous-développés. D'où, malgré la croissance des profits, insuffisance des taux de profit pour rentabiliser les capitaux devenus colossaux ; freinage très grave de la productivité par gâchis de travail passé accumulé en moyens de production, gâchis du travail vivant des travailleurs surexploités, gâchis des ressources naturelles pillées. Et sur cette base, déchaînement de l'inflation amplifiée pour relever les taux de profit par les hausses de prix qui reviennent dans les

### ORGANIGRAMME DE LA NOUVELLE CROISSANCE FRANÇAISE



coûts, d'où l'accélération de l'inflation. D'où la surproduction massive par insuffisance relative des consommations individuelles des travailleurs et des consommations collectives rongées par l'inflation. D'où le chômage, d'autant plus massif que le freinage de l'investissement et l'insuffisance de la consommation populaire se renforcent mutuellement pour rendre insuffisants les débouchés.

Cela montre comment la politique menée après 1974 n'a pu que développer la crise non pas par les multiples « erreurs » de gestion, comme dit Mitterrand dans sa prestation télévisée du 16 mars 1981, mais par son orientation fondamentale, qui, si elle n'est pas mise en cause de front, résolument, développera encore les contradictions et les maux de la crise. La politique d'austérité et de redéploiement a, en effet, encore comprimé les consommations populaires, le débouché à l'intérieur, miné davantage la productivité par insuffisance du développement des travailleurs, par gâchis des atouts humains et scientifiques de la France. Elle a contrecarré l'investissement productif tandis qu'a été drainée une part croissante des profits relevés vers la spéculation et la finance ou vers l'exploitation de capitaux à l'étranger. Les investissements à l'étranger visant notamment de bas salaires, ou encore des profits financiers toujours au détriment de la consommation des travailleurs ainsi surexploités, comme au détriment des investissements et de l'emploi productif en France (et dans d'autres pays) ont finalement renforcé la surproduction et le chômage, le gâchis financier et l'inflation à l'échelle du monde capitaliste.

### La nouvelle croissance : quatre dimensions

La nouvelle croissance française comprend donc quatre composantes, interdépendantes, permettant d'utiliser les atouts nationaux conformément aux nouvelles possibilités du monde allant vers une nouvelle civilisation.

1/ La satisfaction des besoins des ouvriers, des employés, des travailleurs intellectuels et d'abord de la masse des plus exploités. Un changement fondamental : emploi et justice sociale comme buts. Mais c'est la base des débouchés en expansion et d'un nouvel essor national, d'une nouvelle productivité et donc des moyens eux-mêmes de la lutte pour les besoins de consommation et d'emploi.

2/ Un nouveau type de productivité, développant de façon massive les ouvriers, les travailleurs, leur qualification, leurs conditions de travail, leurs responsabilités avec la mise en œuvre très hardie et dans un but d'éman-

cipation sociale des transformations scientifiques et techniques de portée révolutionnaire. Mais aussi, de façon nécessairement liée, en réduisant systématiquement les coûts matériels, au niveau du capital fixe surtout, puis des matières premières ou énergétiques, relativement au produit, en luttant contre les coûts financiers et en résorbant les gâchis spéculatifs.

3/ Des nationalisations franches de la finance et des groupes dominants des secteurs-clés, et des pouvoirs véritables de sens autogestionnaire aux travailleurs, une démocratisation profonde au niveau régional et national. Sans cela, pas d'autre économie des coûts, pas de critères de gestion et de développement autres que la rentabilité financière privée dans les secteurs-clés, comme au niveau global.

Au contraire, les nouveaux critères du gain social et du gain des travailleurs, du gain national sur cette base, permettent précisément les nouveaux débouchés, la nouvelle productivité, enfin un développement national libre.

4/ Une politique de développement des atouts nationaux et régionaux de la France contre les dominations financières, industrielles et culturelles étrangères, avec une nouvelle coopération internationale, émancipée des sociétés multinationales, dans l'intérêt du développement mutuel des peuples.

### Progrès de la productivité sur de nouvelles bases

Soulignons la composante n° 2 face au « consensus » sur les coûts et charges capitalistes inéluctables.

Une étude de la Dresdnerbank, (*Problèmes économiques* du 4-2-1981), montre déjà qu'au printemps 1980, tandis que les salaires horaires et charges sociales sont plus élevés aux Etats-Unis qu'en France, la production par heure y est plus élevée, aussi même les coûts salariaux totaux par unité produite y sont plus bas. Sans parler des coûts pour les moyens de production et les frais financiers dont le niveau moins élevé va par exemple de pair avec des coûts salariaux plus élevés en R.F.A. prise comme base de comparaison :

	Salaires horaires et charges sociales	Valeur de la production par heure	Coûts salariaux par unité produite
R.F.A. ....	100	100	100
U.S.A. ....	78	95	82
France ...	75	80	93

Cependant au-delà de ces différences suggestives à l'intérieur d'une même orientation, c'est un tout autre type de croissance dont les conditions et les exigences montent dans la crise, économisant les moyens matériels avec l'application hardie des sciences, le développement de la qualification des travailleurs, des conditions de travail et de vie. Au contraire, la qualification des travailleurs a stagné en France, dans les années 1970, avec 50,3 % de la population ouvrière en octobre 1978 formée d'O.S. et de manœuvres (67,7 % pour les femmes !). Le plan de lutte prévoit de développer massivement les qualifications avec notamment une disparition graduelle du travail fastidieux et épuisant des O.S. Notons encore les mesures contre les inégalités sociales criantes de la scolarité initiale pour les jeunes ou de la formation continue ; les mesures sur la maîtrise du travail et l'intervention des travailleurs dans tout le processus de production, de gestion.

Mais aussi de façon étroitement liée, cette promotion de portée révolutionnaire des travailleurs permet et s'appuie sur la lutte contre les gâchis du capital, matériels et financiers.

Les technologies d'avant-garde, sont contre-carrées par tous les gâchis humains et matériels et par la soumission aux multinationales, par l'insuffisance criante des dépenses de recherche en pourcentage du P.I.B., tous aspects qui font l'objet de mesures directes du plan de lutte. Dans la mesure où certaines techniques nouvelles généralisables, comme la micro-électronique, permettent désormais des réductions considérables d'investissement

productif par rapport au produit, l'insuffisance criante des salaires et des consommations collectives fait qu'elles tendent à contribuer et contribueraient encore plus à l'insuffisance du débouché et au chômage massif. Alors qu'elles exigent le nouveau type de croissance.

## Les autres aspects de la cohérence

Ainsi la satisfaction des besoins des travailleurs développera les débouchés, *tout en permettant* une nouvelle productivité. C'est cette conjonction qui seule permettra de résoudre les maux du chômage massif et de l'inflation accélérée. Cela suppose bien sûr une nouvelle politique financière (de fiscalité, mais aussi de crédit) contre les gâchis des capitalistes et des riches. Le contenu de classe du plan va ainsi de pair avec une alliance nouvelle de la classe ouvrière avec la très grande majorité des travailleurs des services et des travailleurs intellectuels, dont la promotion sans précédent des activités est poussée par le développement sans précédent de la masse des travailleurs et surtout des plus exploités (éducation, santé, culture, recherche, etc.).

Cela suppose des transformations de structure profondes. Si, comme pour le P.S., les nationalisations ne sont pas franches mais concernent seulement certaines filiales des groupes, et si l'intervention de tendance autogestionnaire des travailleurs ne devient pas

## L'A. 200 : en piste !

MM. Barre et Giscard d'Estaing ont le dos au mur. Ils ne peuvent plus se dérober, ils doivent décider immédiatement la production de l'A 200. Pour le monde aéronautique, il s'agit là d'une évidence qui ne saurait souffrir d'atermoiements supplémentaires. Qu'on en juge.

La dernière Caravelle d'Air-France effectuera son dernier vol dans quelques semaines. Après ? C'est le trou...

L'avenir d'Air-France est ainsi hypothéqué. C'est scandaleux quand on songe que la disparition des Caravelle signifie que la compagnie nationale voit

pour sa flotte subsonique, le pourcentage d'avions français tomber à 24 % contre 34 % en 1975.

Avec Air-France, c'est aussi Air-Inter et finalement le transport aérien qui sont handicapés. Au-delà, c'est un marché mondial de l'ordre de 2500 exemplaires que Giscard et Barre menacent d'abandonner aux constructeurs américains.

Déjà des compagnies étrangères se sont déclarées favorables à l'achat du nouveau moyen courrier de Boeing le 737 300. Et pourtant, le démarrage de sa construction n'est même pas officiellement annoncé. Les Américains ne s'arrêtent pas là, pour autant.

Ils entendent aussi prendre la tête d'un projet international d'avion supersonique qui exploi-

terait les avancées technologiques françaises. Quant à la R.F.A., elle joue la carte américaine puisque récemment encore le ministre ouest-allemand de l'économie a exprimé l'opposition de son gouvernement au projet français de lancement du court moyen courrier A 200.

L'appareil A 200 BI-CFM 56, constitue l'avion de l'avenir dans la catégorie de moyen courrier 130/160 places. Il réunit toutes les avancées technologiques et met en œuvre toutes les capacités industrielles de notre pays dans les domaines « cellule, moteur et équipement ». Ainsi, c'est l'avion qui peut « tirer » toute la branche aéronautique française, stimuler les bureaux d'études, les fabrications diverses, permettre la création de milliers d'emplois.

graduellement décisive dans les secteurs-clés, alors le profit privé et l'accumulation financière continueront à faire la loi des gâchis et des désordres, de l'évasion des ressources hors de la production et hors de la nation, contre l'emploi. Tous ces gâchis capitalistes peuvent être même favorisés par une inter-pénétration accrue du secteur public étendu de cette façon et du secteur privé et par une intégration de tendance cogestionnaire d'une partie des travailleurs.

Enfin, au plan international, le but de développement mutuel des peuples et non de la domination technologique et financière, favorise la croissance des débouchés mutuels et de la productivité et donc l'emploi et le niveau de vie de tous les peuples coopérants. En nous appuyant résolument sur une coopération non alignée de ce type avec les pays sous-développés et avec les pays socialistes nous pourrions modifier aussi de façon fructueuse nos rapports avec les pays capitalistes développés et leurs peuples qui aspirent à sortir de la crise notamment en Europe occidentale.

Giscard d'Estaing dans son interview au *Figaro-Magazine* du 28-2-1981 met en avant les hausses de prix du pétrole de 1980 pour expliquer l'aggravation récente de la crise. Il faut donc répéter que c'est chaque fois l'accélération de l'inflation générale qui a précédé les hausses de prix du pétrole, accélération commencée en 1967 et redoublant au début de 1973 avant les hausses démarrant à l'automne 1973. Accélération de l'inflation au début de 1979 avant les hausses récentes.

Bien plus l'inflation persistante avait fait plonger après 1974 le prix du pétrole. Ainsi le total de nos importations pétrolières en francs constants 1974 est passé de 45 milliards en 1974 à 33 milliards en 1978 d'après le Commissariat au plan. Alors que l'inflation redouble dès le début de 1979, cela montre que ses fondements essentiels sont tout autres. Mais aussi le plan de lutte organise l'émancipation de la France de la dépendance excessive vis-à-vis de l'Arabie Saoudite trop faiblement importatrice et dominée par les banques privées et aussi du racket des compagnies pétrolières, tout en développant toutes les formes d'énergies nationales. Et surtout, il organise notre émancipation non pas vis-à-vis des importations des pays capitalistes développés mais vis-à-vis du déficit grandissant avec ceux-ci, Etats-Unis, R.F.A., Japon, Pays-Bas. Alors que Giscard d'Estaing et le P.S. ne parlent que du Japon. Ainsi de 1978 à 1980 notre déficit commercial aurait été multiplié par trois avec les seuls Etats-Unis en passant de 8 à environ 24 milliards de F.

On peut voir dans le schéma que nous présentons comment les différents éléments de la nouvelle croissance que propose le candidat du P.C.F. se relient entre eux. On peut y noter notamment l'importance de la nouvelle productivité. Mais soulignons que les mouvements dans ce schéma ne sont pas linéaires, de la base au sommet. Ils supposent des avances convergentes, par tous les points à la fois, conformément au caractère ouvert et graduel du plan de G. Marchais qui est précisément un plan de lutte. ■